

Note critique – Émancipation et égalité contre le travail chez Rolande Pinard

Rolande Pinard, *L'envers du travail. Le genre de
l'émancipation ouvrière*, Montréal, Lux, 2018, 382 pages

Marie-Pierre Boucher

Number 2, December 2020

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1075561ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1075561ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Collectif Société

ISSN

2562-5373 (print)

2562-5381 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this note

Boucher, M.-P. (2020). Note critique – Émancipation et égalité contre le travail chez Rolande Pinard / Rolande Pinard, *L'envers du travail. Le genre de l'émancipation ouvrière*, Montréal, Lux, 2018, 382 pages. *Cahiers Société*, (2), 259–268. <https://doi.org/10.7202/1075561ar>

© Collectif Société, 2020



This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

| Recensions et notes critiques

Note critique – Émancipation et égalité contre le travail chez Rolande Pinard

Marie-Pierre BOUCHER
Université du Québec en Outaouais

Rolande Pinard, *L'envers du travail. Le genre de l'émancipation ouvrière*, Montréal, Lux, 2018, 382 pages.

Dix-huit ans après *La révolution du travail*¹, la sociologue Rolande Pinard publie enfin son pendant féministe. Mais *L'envers du travail* ne consiste pas simplement à réécrire l'histoire du travail en y incorporant l'expérience qu'en font et qu'en ont faite les femmes, expérience laissée invisible, jusqu'au début des années 1980, par les perspectives qui se prétendent neutres et qui ne synthétisent au fond que l'histoire et la réalité à travers des points de vue andro et occidentalocentrés. Certes, on pourrait penser que la perspective neutre, en apparence, n'induit aucun problème, pour au moins deux raisons. La première a trait aux faits historiques et présume que le salariat concernait essentiellement la main-d'œuvre masculine et que les femmes n'y avaient qu'une participation marginale. Mais prendre ces faits, plus ou moins exacts, pour une évidence a permis d'occulter la production de cette marginalisation. La deuxième raison tient à la prétention d'universalité de toute perspective présentée à partir de l'angle des hommes. Cette raison ne tient pas, car dès lors que l'on prend en considération l'expérience des femmes – et d'autres groupes sociaux –, les catégories d'analyse vacillent, ce qui empêche de saisir « la complexité et l'aspect pluridimensionnel² » de tout phénomène social. Ainsi, « le fait de ne pas tenir compte de certains rapports sociaux, comme c'est le cas des analyses androcentrées, fausse notre compréhension de la société, de son fonctionnement, des actions à mener pour la transformer³ ». C'est ainsi que le fil directeur suivi par Pinard ne consiste pas essentiellement

¹ Rolande Pinard, *La révolution du travail. De l'artisan au manager*, Montréal, Liber et Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2000.

² Rolande Pinard, *L'envers du travail. Le genre de l'émancipation ouvrière*, Montréal, Lux, 2018, p. 17.

³ *Ibid.*, p. 13.

à ajouter les femmes aux histoires qui les ont passées sous silence. L'intention de la sociologue est d'interroger les perspectives d'émancipation liées au travail en considérant cette question à partir de l'intégration de l'axe du genre à la sociologie du travail.

Dans le titre de l'ouvrage se trouve alors la thèse de l'auteure : l'émancipation ne peut venir qu'en se situant à l'extérieur du travail ; la liberté est l'envers du travail, elle ne peut se conquérir à partir de son intérieur.

Ce n'est pas le travail en tant qu'activité rémunérée qui libère, c'est la volonté collective d'émancipation du rapport d'exploitation et l'action sociale-politique que cette dernière suscite : c'est l'envers du travail⁴.

Pinard va donc montrer que le déploiement exemplaire du rapport capital/travail en Angleterre, puis aux États-Unis, centré sur l'expérience masculine, a contribué à l'approfondissement de l'assujettissement au capitalisme ainsi qu'au patriarcat. En situant la place des femmes relativement à ce rapport social, il est possible, par contraste, de mettre en évidence des modes et des logiques de luttes susceptibles de freiner cette dynamique d'asservissement.

Dans *L'envers du travail*, l'auteure reprend l'examen historique des mutations du travail, du capitalisme et de la société qu'elle a mobilisé dans *La révolution du travail* où elle déployait sociohistoriquement quatre sens du travail : capital, marchandise, activité et force politique à visée émancipatrice, sur trois moments de l'histoire et des révolutions du capitalisme : industriel, corporatif-managérial, mondialisé. Dans son ouvrage récent, ce déploiement est toutefois éclairé par un angle interprétatif constitué d'oppositions entre privé et public, enfermement – ou partenariat – et solidarité, syndicalisme et mouvement ouvrier, où les femmes deviennent les héroïnes potentielles de la résistance à la domination. Déplions chacun de ces termes, en commençant par rappeler les quatre significations du travail. Ces significations, d'abord, s'inscrivent dans une compréhension historiquement située du travail, comme institution née dans la foulée de l'avènement du capitalisme.

Le sens du travail comme liberté, rabattu sur celui du capital, permet de circonscrire l'enjeu de l'asymétrie des positions de classe à partir des possessions/propriétés de chacun des groupes (propriété des moyens de production/de la force de travail). En amont, ce sens ouvre aussi sur le rôle joué par l'État en regard de ces positions (droit de propriété, droit des contrats, droit du travail), de même que sur la dimension morale du capital (responsabilité) ou du travail (obligation). Le sens du travail comme marchandise concerne l'aspect économique de la relation salariale : la contrainte à la vente de la force de travail – la relation aux besoins, la dépendance au revenu, la fragilité de

⁴ *Ibid.*, p. 356.

l'existence matérielle⁵ –, la redistribution intrafamiliale et, par extension, le développement de l'État social, de la consommation et la transformation du travail en emploi. Pour ce qui est du travail comme moyen de production, il permet d'aborder la dimension organisationnelle de l'activité productive et, partant, celle de l'entreprise puis de la société. L'emploi témoigne de la fusion de ces deux dernières significations dans le capitalisme corporatif-managérial, tandis que la « société de service » permet la critique de l'organisationnalité⁶ dominante à l'ère du capitalisme mondialisé.

L'ouvrage vise à questionner et, éventuellement, à réhabiliter le quatrième sens du travail, c'est-à-dire sa portée sociopolitique, à partir de la position occupée par les femmes dans le capitalisme et, de manière coextensive, dans le patriarcat moderne puis contemporain. Le sens politique du travail implique l'action collective et des dynamiques d'opposition/affirmation ayant valeur de transformation des sujets et des sociétés, sens en vertu duquel « ouvrières et ouvriers résistent à leur assujettissement et luttent contre leur exploitation⁷ ». Cette posture implique, d'un côté, que les « révolutions » du capitalisme, comme les désigne Pinard, transforment non seulement les lieux de production, mais aussi l'ensemble de la société, comme en témoigne le capitalisme corporatif-managérial du XX^e siècle.

Cette nouvelle phase de développement du capitalisme de production complète sa dimension organisatrice – de l'entreprise, du marché, de la production, du travail, de la société –, et elle va mener à la domination d'un capitalisme tertiaire, axé sur le service. L'organisation capitaliste par le management sera présentée comme un service offert aux travailleurs, aux entreprises et à la société. Cette révolution, comme la précédente, transformera la société de part en part. Organisée par la grande entreprise, la société comme marché deviendra une annexe du système capitaliste, intégrée à son fonctionnement⁸.

C'est en ce sens, de l'autre côté, que s'opposer au capital constitue une manière de prendre les moyens de faire société.

Divisé en trois grandes parties qui correspondent à trois phases du capitalisme (industriel, corporatif-managérial, mondialisé), l'ouvrage suit les luttes des travailleuses et les oppose au syndicalisme dominé par les hommes. À partir des leviers de pouvoir mobilisés par certains groupes de travailleurs (le métier, puis l'organisation syndicale et l'emploi), Pinard montre comment ces groupes ont gagné des privilèges, mais au prix à la fois de la consolidation de leur collaboration avec le capital – d'où

⁵ Ce sens touche aussi le mode et le taux d'exploitation de la force de travail.

⁶ Terme emprunté à François L'Italien, *Béhémoth Capital. Genèse, développement et financiarisation de la grande corporation*, Montréal, Nota bene, 2016.

⁷ Rolande Pinard, *L'envers du travail*, op. cit., p. 73.

⁸ *Ibid.*, p. 109-110.

leur assujettissement –, et de l'exclusion des autres : ouvriers non qualifiés, non syndiqués, immigrants et femmes. Articulée à l'opposition privé/public, cette interprétation permet de mettre en évidence les ressorts et la portée des pratiques de résistance. En suivant l'axe du privé, on retrouve donc la sphère domestique et la sphère où est organisée l'activité de travail, appropriée, par le capital. Y cantonner les luttes du rapport capital/travail menace celles-ci d'enfermement à l'encontre des luttes solidaires publiques ayant un potentiel émancipateur. Dans l'axe public, on retrouve *a contrario* la liberté négative de commercer, mais surtout les mouvements politiques et sociaux. L'ouvrage vise donc à exposer les potentiels émancipateurs de ces derniers.

Dans la période du capitalisme industriel et de la constitution des syndicats, les femmes ont été exclues des regroupements sur la base du métier, qu'en principe elles ne possédaient pas, et, quand ce n'était pas le cas, elles l'ont été des sphères décisionnelles syndicales.

Les premiers syndicats ont donc intégré à leurs structures l'inégalité de droit qui prévalait entre les femmes et les hommes dans la société, soit en les excluant carrément, comme les fileurs, soit en leur interdisant toute participation aux instances de décision⁹.

En recyclant les rapports sociaux de sexe, ce rapport capital/travail industriel révèle le piège de la division entre dominés, basée notamment sur le prix de la force de travail, et de la hiérarchisation des avantages qui nourrit la concurrence.

Cette concurrence ne provient pas du marché (comme on pourrait s'y attendre), mais de l'organisation capitaliste de la production, de la hiérarchisation inhérente au « travailleur collectif » ainsi créée, qui se répercute ensuite sur le marché, associé à la liberté du travail¹⁰.

De leur côté, les ouvrières, exclues des syndicats de métier, développaient des luttes de solidarité mobilisant l'ensemble d'un territoire ou d'une communauté.

La solidarité ouvrière n'était pas nourrie que par le travail dans la fabrique, elle l'était aussi par ses effets dans la vie hors travail, bouleversée par le nouveau mode de production. Or, les syndicats ouvriers seront formés sur la seule base des métiers nouveaux, créés par les capitalistes, occultant ce rapport fondamental entre la sphère capitaliste de production et le reste de la société¹¹.

En somme, le nouveau mode de production engendre non seulement le rapport capital-travail, mais il modèle aussi les rapports familiaux et de sexe. Il divise ouvriers et

⁹ *Ibid.*, p. 86.

¹⁰ *Ibid.*, p. 38.

¹¹ *Ibid.*, p. 81.

ouvrières, en les mettant en concurrence, et rapproche les ouvriers des patrons sur fond d'exclusion de la main-d'œuvre discriminée et, de ce fait, bon marché. Ainsi,

ce rapprochement ouvriers-patrons, suscité par la concurrence entre salarié.e.s, va aller se renforçant avec le développement du capitalisme, et il sera à l'origine de la difficulté grandissante des syndicats ouvriers de se montrer solidaires d'autres groupes exploités de la société¹².

De plus, tandis que les hommes réclament des marges de liberté sur la base de leurs métiers, même s'ils sont issus de leur enfermement organisationnel et justement pour cette raison – comme levier du rapport de force –, les femmes font l'objet des préoccupations morales de la classe supérieure, et c'est dans ce contexte qu'apparaissent les lois protectrices portant sur l'hygiène et les heures de travail. La réduction des heures de travail, plutôt que de les libérer du travail salarié et d'être considérée comme un espace d'autonomie ou d'émancipation, devait leur permettre de concilier travail salarié et obligation domestique¹³, contribuant alors à construire les positions particulières occupées par les femmes dans le patriarcat et la famille, le capitalisme et le travail, et en regard de l'État. Pinard en retient une leçon de méthode, à savoir qu'il convient de considérer de concert salariat, classe et sphère familiale dans la sociologie générale du travail.

Dans le capitalisme corporatif-managérial, cette opposition enfermement/solidarité élargie se maintient. Les ouvriers syndiqués¹⁴ profitent des avantages négociés que leur procure l'emploi. Mais le mode de regroupement qui s'institue alors aux États-Unis, de même qu'au Québec, le syndicalisme d'entreprise, implique encore une fois une collaboration avec le *management* pour des privilèges basés sur l'ancienneté dont ne profitent pas les travailleuses, mais surtout, selon l'auteure, la perte de la dimension sociopolitique du travail :

D'un syndicalisme de métier, fondé sur la propriété (partielle) d'un métier, on passera à la syndicalisation par entreprise, tout aussi exclusive, fondée sur l'appartenance à un employeur. La force collective des travailleurs désormais enfermée dans l'entreprise, circonscrite à leurs seuls intérêts économiques et professionnels, sera dépouillée de son sens social-politique¹⁵.

¹² *Ibid.*, p. 88.

¹³ Cette double obligation, salariée et domestique, contribue « à modeler [la sphère domestique] pour qu'elle réponde aux exigences du mode de production capitaliste, tout en conservant et renforçant son caractère patriarcal » (*ibid.* p. 62).

¹⁴ Radicalement dépouillés de leurs savoir-faire de métier par la rationalisation de l'organisation de la production : parcellisation et automatisation mécanique.

¹⁵ *Ibid.*, p. 143.

Par manque de solidarité de classe, les hommes ont de nouveau joué le jeu du patriarcat en excluant les femmes des privilèges qu'ils négociaient pour eux et contre elles, alors même qu'ils cautionnaient leur inféodation à l'organisation capitaliste, à l'encontre de luttes à portée politique. « Pour sauvegarder et promouvoir leurs intérêts en tant que travailleurs, ils ont adhéré à la vision patriarcale de l'infériorisation économique des femmes et de leur exclusion de la sphère politique¹⁶ ».

Mais certaines femmes maintiennent leur élan combatif, dont celles qui travaillent dans l'industrie du vêtement. Étant exclues de l'emploi et du syndicalisme d'entreprise, elles le font en continuant de mobiliser des solidarités élargies, entre autres par le biais du regroupement par secteur. Les travailleuses luttent alors pour l'amélioration de leurs conditions d'existence et contre l'exploitation capitaliste. En ce sens, elles portent une vision d'ensemble de leur mouvement – au point où les ménagères pouvaient appartenir au syndicat¹⁷. Mais ce type de mouvement, hier comme aujourd'hui, a été cassé par l'intervention de têtes dirigeantes syndicales qui jouent à la fois le jeu de la conciliation avec les patrons et de la division entre travailleuses et travailleurs.

Alors que le « contre-pouvoir » syndical va décliner en même temps que se mondialise la grande entreprise, ce sont encore les luttes à la frontière du salariat et fondées sur la solidarité élargie qui semblent les plus porteuses d'expériences d'émancipation. La transnationalisation des entreprises implique une reconfiguration des divisions entre travailleuses et travailleurs, liées à la nouvelle division internationale du travail, et un accroissement de leur concurrence, parfois dissimulée derrière le vocabulaire de la compétence qui ne sert au fond qu'à masquer leur consentement à l'exploitation ou leur responsabilisation face à l'asservissement organisationnel. Tandis que le syndicalisme, affaibli, voile les restes de son antagonisme au patronat en multipliant les partenariats, les femmes semblent demeurer au cœur de nouvelles confrontations qui réhabilitent les luttes portant sur le travail. Parce que les enjeux politiques dépassent le cadre des entreprises, il est d'autant plus important de développer des contre-pouvoirs en mobilisant les communautés, tel qu'en témoigne l'émergence des *worker centers* en Amérique du Nord anglophone.

On pourra donc lire cet ouvrage comme une critique du syndicalisme qui enferme l'opposition au capitalisme dans la négociation d'avantages exclusifs. *A contrario*, à partir d'illustrations de la combativité des femmes dans le mouvement ouvrier, on retrouve la thèse que l'émancipation procède de l'expérience même de la lutte, de la conscience et de la force qui en découlent, une conscience façonnée par l'opposition au capital et à l'activité de travail organisée, de même que grâce à l'unité qui dépasse les hiérarchies créées par cette organisation du travail. Pinard interroge ainsi les conditions de possibilité de la conscience de classe. Elle présume que l'exploitation ne

¹⁶ *Ibid.*, p. 193.

¹⁷ Pratique mise en œuvre par l'International Workers of the World (IWW) en 1912 au Massachusetts.

suffit pas à engendrer celle-ci, parce que chaque groupe hiérarchisé éprouve une expérience spécifique de l'exploitation. Plutôt que la notion de classe sociale ne soit rabattue sur la position occupée relativement à la production, à ses moyens et à sa finalité, la sociologue introduit le contexte dans lequel s'inscrit cette position, et en particulier le milieu de vie, contribuant dès lors à enrichir la notion de classe de l'ensemble des dimensions que touche le concept d'aliénation. On retiendra aussi que ces luttes et cette émancipation n'avaient pas l'espace privé comme ancrage, qu'il soit domestique ou organisationnel, mais toujours l'espace territorialisé où se déploient des solidarités concrètes. « Parce que les conditions d'emploi se répercutent sur l'ensemble de la vie, les luttes contre l'exploitation doivent considérer la pertinence d'être ancrées dans la communauté¹⁸ ». En outre, pour alimenter la conscience de classe, il faut une cause commune, laquelle doit se nourrir du dépassement des divisions structurant la classe des travailleuses et des travailleurs dans le « patriarcapitalisme ».

Ce livre m'a paru puissant. Pinard présente une réflexion originale sur le travail, indépendante des écoles et des idées reçues. En ce sens, elle déplace plusieurs angles d'analyse usuels du travail et fait alors apparaître son ouvrage comme une véritable leçon de sociologie portée par la puissance d'un regard critique qui surplombe le jeu des acteurs et s'interroge avec acuité sur la dimension collective et politique des pratiques sociales. Certains lecteurs et certaines lectrices, non spécialistes, pourraient ne pas percevoir ces inflexions. J'aimerais ici m'arrêter sur quelques-unes d'entre elles. Je commencerai par aborder l'emploi, je poursuivrai sur les qualifications, le temps et l'égalité, et terminerai en revenant sur les droits et la liberté. Mais il me faut souligner d'abord que Pinard ne s'empêtre pas dans les doxas féministes¹⁹. Je l'illustre ici à l'aide de trois courts exemples.

D'abord, Pinard n'élargit pas la notion de travail à l'ensemble des activités contribuant, de proche ou de loin, à la dynamique de la valeur. Par conséquent, elle ne peut considérer le service domestique comme du travail²⁰. Il faut cependant rendre compte de la pénétration de la marchandisation dans la sphère domestique et de son absorption progressive dans la dynamique organisationnelle. C'est en ce sens, ensuite, que la sociologue discute le problème de la conciliation travail-famille-etc., en interrogeant son sens. Il ne s'agit pas, alors, de mieux concilier, mais d'envisager radicalement le partage du temps libre. C'est dans le même esprit, enfin, qu'elle met en lumière les limites de l'équité salariale, laquelle ne permet pas de s'attaquer à la structure de différenciation de l'ensemble des positions hiérarchiques occupées dans et face au travail

¹⁸ *Ibid.*, p. 338.

¹⁹ Notons ici que l'espace me manque pour traiter des féminismes avec plus de nuances. Posons que Pinard s'adresse à la fois au féminisme libéral (pour ce qui est des questions d'équité salariale et de conciliation) et au féminisme radical – marxiste ou matérialiste – (à propos du sens socio-historique du travail).

²⁰ Voir Marie-Pierre Boucher, « Activités féminines, travail et valeur », dans *La Tyrannie de la valeur*, dir. Éric Martin et Maxime Ouellet, Montréal, Écosociété, 2014, p. 159-197.

salarié. En somme, pour Pinard, les femmes ne s'émancipent pas en travaillant comme les hommes, mais en luttant, avec eux, contre le travail qui les asservit.

Cela étant dit, je m'arrêterai maintenant sur la notion d'emploi. Dans le champ de la sociologie du travail, il existe désormais une distinction entre emploi et travail permettant de cerner deux domaines d'études. Tandis que la notion de travail sert à circonscrire l'activité concrète et les conditions dans lesquelles elle se déroule, l'emploi permet d'identifier les conditions d'accès au travail et marque le statut qu'il confère à l'individu²¹. Chez Pinard, cette distinction renvoie aux significations du travail : travail-activité *versus* travail-marchandise. Cependant, parce que ces significations ont été sociohistoricisées, l'emploi n'est pas la traduction du travail-marchandise ; il permet plutôt d'insister sur l'appropriation des dimensions marchandes et concrètes de la force de travail par la dynamique organisationnelle. Aussi, lorsque la flexibilisation caractérise le rapport capital/travail contemporain, l'érosion de la norme de l'emploi, alors dit typique, ne signifie pas, selon Pinard, un retour à la fiction de la liberté marchande des détenteurs et des détentrices de force de travail, mais un accroissement de la dynamique organisationnelle pesant sur les individus et l'ensemble de la société. L'accroissement de la concurrence entre salariés et le démantèlement des droits du travail illustrent cet aspect. Mais c'est aussi l'occasion, pour Pinard, de ramener les sociologues du travail à l'œuvre en leur enjoignant de ne pas négliger d'étudier aussi le travail du management afin d'alimenter leur posture critique.

Jusqu'à la lecture de l'ouvrage de Pinard, j'ai pensé que les qualifications constituaient un bon moyen de valoriser des emplois souvent considérés à tort comme moins méritants et de ce fait, de rétablir des situations d'inégalité. Il est bien connu, en particulier pour la main-d'œuvre féminine, que ses compétences sont généralement peu reconnues comme des qualifications, notamment sous prétexte qu'elles seraient naturelles²². Tandis que Kergoat²³ rappelle que les qualifications ne doivent jamais être simplement associées à des savoir-faire, mais doivent être traitées comme rapport social, Pinard entre de plain-pied dans cette perspective et inscrit les qualifications comme modalité d'organisation de la force de travail par le capital. Conséquemment, les qualifications participent des stratégies de division-hiérarchisation de la main-d'œuvre. Les qualifications sont donc bel et bien, ici aussi, le produit d'un rapport de force, plutôt qu'une quelconque objectivité a-sociale qu'on pourrait se contenter d'observer.

²¹ Voir notamment Margaret Maruani et Emmanuèle Raynaud, *Sociologie de l'emploi*, Paris, La Découverte, 2001.

²² Danièle Kergoat, « Ouvriers = ouvrières ? Propositions pour une articulation théorique de deux variables : sexe et classe sociale », *Critiques de l'Économie Politique*, n° 5, 1978, p. 65-97.

²³ Danièle Kergoat, *Les ouvrières*, Paris, Le Sycomore, 1982 (référence évoquée par Pinard).

L'expérience des salarié.e.s, depuis plus de deux siècles, a montré que la reconnaissance des qualifications et les salaires n'ont pas nécessairement un lien étroit avec le contenu de l'activité, qu'elle est plutôt le résultat de luttes dans le cadre de rapports sociaux spécifiques. Pour en comprendre la mécanique, ce sont ces derniers qu'il faut analyser, pas l'activité elle-même²⁴.

Faute de quoi, c'est la dynamique organisationnelle qui est avalisée. Dès l'ère de la fabrique et de la soumission réelle marquée par le machinisme, les velléités d'organisation du travail par le capitaliste vont notamment porter sur la décomposition des savoir-faire et des métiers, puis sur leur recombinaison interne : « désormais, le propriétaire formera ses ouvriers, décidera de l'importance et de l'évolution de leurs qualités et compétences, en fonction des exigences de la production²⁵ ». C'est une occasion de hiérarchiser la classe laborieuse, en particulier sur l'axe des rapports sociaux de sexe. Cette hiérarchisation teinte alors durablement les potentialités de résistance. *A contrario*, pour balancer le rapport de force du côté des dominées, il faut surmonter les divisions hiérarchiques et trouver « un terrain commun de luttes²⁶ ».

Selon Pinard, celui-ci ne devrait alors pas porter sur les qualifications, mais au contraire sur le temps : « La réappropriation du temps est essentielle à l'exercice de la liberté²⁷ » et « le temps est une préoccupation beaucoup plus présente que la question des qualifications chez les travailleurs et les travailleuses²⁸ ». Concrètement, il conviendrait de réhabiliter les luttes pour la réduction de la journée de travail, plutôt, par exemple, que la revendication de conciliation travail-famille, laquelle ne permet que de dissimuler, à peine, l'envahissement de tous les temps par la dynamique organisationnelle.

Il y a 40 ans, la réduction du temps de travail paraissait encore un moyen pertinent, voire l'un des meilleurs moyens, de lutter contre le travail. En continuant à penser à la pertinence de cet enjeu, surtout si la réduction était strictement égalitaire et impliquait une durée quotidienne maximale (sur quatre jours par semaine), je me demande si le temps de travail possède la même capacité qu'avant la flexibilisation et la mobilisation totale de soi à cerner le noyau problématique du travail salarié dans le capitalisme. Car, l'érosion du marché interne par la flexibilisation de l'emploi ne se traduit pas par une croissance de l'indépendance qui libère du salariat, mais par une continuité dans l'assujettissement au temps organisationnel²⁹.

²⁴ Rolande Pinard, *L'envers du travail*, op. cit., p. 233.

²⁵ *Ibid.*, p. 44.

²⁶ *Ibid.*, p. 240.

²⁷ *Ibid.*, p. 62.

²⁸ *Ibid.*, p. 286.

²⁹ *Ibid.*, p. 285.

Le capitalisme d'organisation a fini par embrigader totalement l'individu qui lui est assujéti, en déterminant tous les aspects de sa vie. C'est cet embrigadement qui est politiquement paralysant, pas la précarité³⁰.

Pour promouvoir une réappropriation du temps, il faut donc promouvoir « une critique radicale de l'organisation capitaliste³¹ ». Il faut d'abord pouvoir échapper à cette organisation. « Le véritable côté positif de la précarité réside dans cette aptitude à exercer la liberté, à se réapproprier temps et espace pour la lutte³² ». Admettons qu'une certaine précarité « choisie » puisse le permettre, il n'en faut pas moins retenir, surtout, que les luttes doivent quitter le terrain de l'organisation et, tout en se réclamant de l'égalité radicale, elles doivent résolument se situer du côté du politique.

Dans de nombreux passages, Pinard affirme que les femmes ont été dépossédées des leviers de lutte dans l'espace politique et, en même temps, que c'est la stratégie de revendication des droits qui seule peut permettre de reprendre du pouvoir sur le capitalisme.

La conscience de classe ne s'acquiert pas dans le travail, mais dans les luttes pour exercer les droits et les libertés reconnus par une communauté politique et dans les actions communes développées avec d'autres groupes de la société, pour y apparaître³³.

Selon moi, cette référence au droit aurait pu être plus longuement argumentée. Outre sa tendance à l'universalité – contre les divisions générées par le patriarcatisme – il n'y a pas d'évidence que tout droit soit porteur d'émancipation ou qu'il suffise à répondre à la complexité des enjeux sociétaux, voire qu'il soit nécessairement source d'autonomie.

Par ailleurs, au fil de la lecture, je me suis demandé si, en effet, on ne pouvait résister au capitalisme qu'à l'extérieur du travail salarié – « la source du pouvoir ouvrier [...] ne se trouve pas dans la production [...], mais en dehors³⁴ ». C'est à partir de leur position que les acteurs et actrices peuvent lutter et il me semble que si le politique traverse l'ensemble des sphères de la pratique – plus que jamais imbriquées – il n'y a *a priori* pas de lieux de luttes plus pertinents que d'autres. Plutôt que de lieux, c'est la portée de ces luttes qui me semble plus pertinente. C'est sans doute en ce sens qu'en fin d'ouvrage, Pinard mobilise Rancière qui affirme que l'émancipation consiste à sortir de l'état de minorité, à s'affirmer comme être de raison et d'en faire la démonstration. En affirmant une position d'égalité, il s'agit de s'émanciper du travail plutôt que dans le travail.

³⁰ *Ibid.*, p. 291.

³¹ *Ibid.*, p. 286.

³² *Ibid.*, p. 291.

³³ *Ibid.*, p. 354.

³⁴ *Ibid.*, p. 243.